

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française ..... 100 frs  
Etranger : Port en sus

## ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne ..... 80 frs

Minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum ..... 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

1981.	
28 avr. — Décret n° 81/100 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1980/81.	345
28 avr. — Décret n° 81/101 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1981.	346
8 mai — Décret n° 81/102 fixant les indemnités à allouer au directeur, au secrétaire général, aux directeurs des études, à l'agent comptable, au directeur de la bibliothèque, aux professeurs et élèves de l'école nationale d'administration (ENA).	346
10 mai — Décret n° 81/103 fixant la composition du gouvernement.	347
11 mai — Décret n° 81/104 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.	347
16 mai — Décret n° 81/105 portant nomination du haut commissaire au tourisme.	348
16 mai — Décret n° 81/106 portant nomination aux postes de chefs de circonscription.	348

26 mai — Décret n° 81/107 portant nomination des adjoints aux chefs de circonscription et des chefs de poste administratif.	348
26 mai — Décret n° 81/108 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.	349
26 mai — Décret n° 81/109 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.	349

### ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté portant nomination.	349
----------------------------	-----

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981	
11 mai — Décision n° 587/MFE/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit à l'office national togolais du tourisme.	351
13 mai — Décision n° 599/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).	350
18 mai — Décision n° 615/MFE/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre de l'économie et des finances.	351
18 mai — Décision n° 616/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme à l'aéro-club du Togo à Lomé.	350
20 mai — Arrêté n° 211/MEF portant création d'une règle de recettes.	349
20 mai — Décision n° 629/MEF/FO portant autorisation de déblocage de crédit à M. Adaniété Adjanon Akouété.	351
20 mai — Décision n° 630/MEF/FCS accordant une subvention aux divers établissements.	350
22 mai — Décision n° 645/MEF/FO portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur.	350

27 mai — Décision n° 672/MEF/FCS accordant une subvention à la régie nationale des eaux du Togo. ....	350
27 mai — Décision n° 673/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'union africaine des postes et télécommunications (UAPT). ....	350
27 mai — Décision n° 674/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme (EAMAU). ....	350

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1981

20 mai — Arrêté interministériel n° 13/MCT/MFE portant création d'une commission chargée de la mise en application de l'arrêté interministériel n° 4/MFE/MCT du 19 février 1981, réglementant le trafic maritime au Togo. ....	351
Arrêté n° 3/MCT/DAC du 12-2-81 portant ouverture à la circulation aérienne publique des aéroports de Sokodé et de Mango (rectificatif) ....	352
Décision portant nomination. ....	352

#### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1981

6 mai — Arrêté n° 629/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique. ....	352
6 mai — Arrêté n° 631/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. ....	352
6 mai — Arrêté n° 632/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. ....	352
6 mai — Arrêté n° 633/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. ....	352
7 mai — Arrêté n° 636/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. ....	352
8 mai — Arrêté n° 642/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des douanes. ....	353
12 mai — Arrêté n° 651/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. ....	353
14 mai — Arrêté n° 659/MTFP portant promotion dans le corps du personnel du trésor. ....	354
14 mai — Arrêté n° 660/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique. ....	354
20 mai — Arrêté n° 689/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique. ....	354
20 mai — Arrêté n° 690/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. ....	355
Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisation détachements, suspensions de fonctions, acceptation de démission, révocation, rectificatifs à de précédents arrêtés portant titularisation, détachement, suspension de fonctions et nominations. ....	355

#### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1981

29 ayr. — Arrêté interministériel n° 15/MTPMERH/MCT fixant les tarifs de vente de l'énergie électrique au Togo. ....	363
--	-----

#### MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1981

1er juin — Décision n° 61/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au secrétariat administratif du R.P.T. à Lomé. ....	364
1er juin — Décision n° 62/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à togograin à Lomé. ....	364
Décision portant nomination. ....	364

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Décisions portant admissions et additif à l'arrêté n° 12/MEN/RS du 22 avril 1980 portant application du décret n° 65/85 du 4 juin 1965. ....	364
--	-----

#### MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Décision portant nomination. ....	365
-----------------------------------	-----

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décision portant nomination. ....	365
-----------------------------------	-----

### DIVERS

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981

12 mai — Arrêté n° 204/MFE/CR portant concession d'une pension à l'ayant-cause de M. Kpoklo Kodjovi. ....	365
12 mai — Arrêté n° 205/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Djagba Massa Atouga. ....	366
12 mai — Arrêté n° 206/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Houénassou Akogbéto. ....	366
13 mai — Arrêté n° 207/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tchati Sambiani. ....	366
14 mai — Arrêté n° 208/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Takona N'Fétiga. ....	366
15 mai — Arrêté n° 209/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Saguintaah Djobi Kouwamina. ....	366
19 mai — Arrêté n° 210/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yaka Kpoti. ....	367
20 mai — Arrêté n° 212/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amégah Kouawovi (Emmanuel). ....	367
21 mai — Arrêté n° 213/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dorcis Akpaglo (Gaston). ....	367
25 mai — Arrêté n° 214/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kanoga N'Dja. ....	367
25 mai — Arrêté n° 215/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Missika Bîndago Gnamkoulamba. ....	367
25 mai — Arrêté n° 216/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bamela Guédodiba (André). ....	368
25 mai — Arrêté n° 219/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Atikla Koffi (Ambroise). ....	368
29 mai — Arrêté n° 220/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Madjoulba Bafidanhourou. ....	368
1er juin — Arrêté n° 221/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Rolland Mensa (Robert). ....	368
1er juin — Arrêté n° 222/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gomez Couacouvi Dodji. ....	369
1er juin — Arrêté n° 224/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tonou Aziabé Essey. ....	369
1er juin — Arrêté n° 228/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amouzou Djidonou (Mathias). ....	369
1er juin — Arrêté n° 234/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Houénou Ananivi (Théophile). ....	370

#### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

1981

19 mai — Arrêté n° 8/MSP accordant une autorisation d'exploiter une clinique d'accouchement. ....	370
---	-----

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE  
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

81

8 mai — Arrêté n° 16/MTPMERH/DGUH portant approbation du projet de lotissement appartenant à M. Viagbo Améthoundji sis à Tabligbo.

370

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

vis d'appel d'offres (pour les travaux de la route Lomé-Tsévié-Atakpamé).....	371
vis d'appel d'offres (fourniture de rayonnages métalliques pour rangement de dossiers suspendus pour la direction de la fonction publique).....	371
vis d'appel d'offres (construction d'un commissariat de police à l'aéroport international de Tokoin (Lomé)).....	371
vis nécrologiques.....	371

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

## DECRETS

**DECRET N° 81-100 du 28 avril 1981 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1980/81.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret n° 80-311 du 15 décembre 1980 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1980/81 ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

**Article premier.** — La commercialisation des cafés triages de la récolte 1980/81 est autorisée pour compter 20 avril 1981.

**Art. 2.** — Le prix d'achat au producteur desdits cafés est fixé à 100 francs CFA le kilogramme en tous lots de traite.

**Art. 3.** — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à 119.944 francs la tonne.

**Art. 4.** — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 1.300 francs la tonne

Région d'Akposso nord : 1.300 francs la tonne

Région d'Akposso Plateau : 1.300 la tonne

Canton d'Akébou : 1.300 francs la tonne

Région de Pagala : 1.300 francs la tonne

Région de Dayes : 1.300 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

**Art. 5.** — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 avril 1981

*Général d'Armée G. EYADEMA*

### CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE TRIAGE

#### BAREME CAFE TRIAGE 1980/81

	Francs CFA la tonne
<i>Prix d'achat au producteur</i>	100.000
1 Commission acheteur produit	1600
2 Manutention, loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	2000
	4046
<i>Valeur nu-basculer centre de collecte</i>	104046
4 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	851
5 Transport Lomé	2684
	3535
<i>Valeur nu-basculer Lomé</i>	107581
6 Sacherie 12 1/2 à 65	813
7 Amortissement de sac 10%	81
8 Financement (9% 2 mois V.L.M.)	1709
9 Frais généraux fixes	3772
	6375
<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	113956
10 Commission acheteur agréé 3,5% sur (V.L.M.)	3988
<i>Valeur à facturer à l'OPAT</i>	117944

**DECRET N° 81-101 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1981.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1981 est fixée au 20 avril 1981.

Les prix d'achat au producteur du kapok de ladite récolte sont fixés en tous points de traite à :

Kapok blanc = 36 francs le kilogramme

Kapok gris = 31 francs le kilogramme.

Art. 2. — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont les suivantes :

Kapok blanc = 44.811 francs CFA la tonne

Kapok gris = 39.648 francs CFA la tonne.

Art. 3. — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Dapaon = 1.000 francs la tonne

Région de Mango = 500 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 4. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 avril 1981

Général d'Armée G. EYADEMA

**CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK**

**BAREME KAPOK BLANC RECOLTE 1981**

Francs CFA la tonne

Prix d'achat au producteur

36.000

- |  |       |
|--|-------|
| 1. Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit | 1.540 |
| 2. Transport lieu d'achat à l'usine                        | 3.000 |
| 3. Manutention, loyer magasin acheteur agréé               | 800   |

5.340

Valeur nu-usine kapok brut 41.340

- |   |     |
|---|-----|
| 4. Usure et réparation amortissement sacherie     | 800 |
| 5. Financement 9% 3 mois sur (41.340 + 800 + 650) | 963 |
| 6. Frais généraux acheteur agréé                  | 650 |
| 7. Déchets 1% valeur nu-usine                     | 413 |
| 8. Commission acheteur agréé                      | 645 |

3.471

Valeur de cession à l'OPAT au stade usine 44.811

**CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK**

**BAREME KAPOK GRIS RECOLTE 1981**

Francs CFA la tonne

Prix d'achat au producteur

31.000

- |  |       |
|--|-------|
| 1. Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit | 1.540 |
| 2. Transport lieu d'achat à l'usine                        | 3.000 |
| 3. Manutention, loyer magasin acheteur agréé               | 800   |

5.340

Valeur nu-usine kapok brut

36.340

- |   |     |
|---|-----|
| 4. Usure et réparation amortissement sacherie     | 800 |
| 5. Financement 9% 3 mois sur (36.340 + 800 + 650) | 850 |
| 6. Frais généraux acheteur agréé                  | 650 |
| 7. Déchet 1% valeur nu-usine                      | 363 |
| 8. Commission acheteur agréé                      | 645 |

3.308

Valeur de cession à l'OPAT stade usine 39.648

**DECRET N° 81-102 du 8 mai 1981 fixant les indemnités à allouer au directeur, au secrétaire général, aux directeurs des études, à l'agent comptable, au directeur de la bibliothèque, aux professeurs et élèves de l'école nationale d'administration (ENA)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre du travail et de la fonction publique et du ministre de l'économie et des finances ;

Vu la constitution notamment en son article 15 ;

Vu l'ordonnance n° 79-27 du 5 juillet 1979 portant réorganisation de l'école nationale d'administration, spécialement en ses articles 17, 27, 28, 30, 37 ;

Vu la proposition du conseil d'administration en sa séance du 4 décembre 1980 ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier. — Il est alloué au directeur, au secrétaire général, aux directeurs des études, à l'agent comptable, au directeur de la bibliothèque, aux professeurs et élèves de l'école nationale d'administration (ENA) :

*Directeur de l'ENA*

Indemnité de responsabilité	30.000 F
Indemnité de véhicule	20.000 F
Indemnité de logement	20.000 F

*Secrétaire général*

Indemnité de responsabilité	20.000 F
Indemnité de véhicule	17.000 F
Indemnité de logement	18.000 F

*Directeur des études*

Indemnité de responsabilité	15.000 F
Indemnité de véhicule	10.000 F

*Directeur de la bibliothèque*

Indemnité de responsabilité	10.000 F
Indemnité de véhicule	9.000 F

*Agent comptable*

Indemnité de responsabilité	10.000 F
Indemnité de véhicule	9.000 F

Art. 2. — Les élèves non fonctionnaires de l'ENA perçoivent individuellement à la fin de chaque mois les indemnités suivantes :

Elèves du cycle I	22.000 F
Elèves du cycle II	26.000 F
Elèves du cycle III	30.000 F

Art. 3. — Les professeurs et chargés de cours de l'ENA perçoivent à titre individuel à la fin de chaque mois une indemnité forfaitaire de 25.000 francs.

Art. 4. — Le ministre du travail et de la fonction publique et le ministre des finances et de l'économie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 mai 1981

**Général d'Armée G. EYADEMA**

# **DECRET N° 81-103 du 20 mai 1981 fixant la composition du gouvernement**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 17 et 20 de la constitution,

## **DECRETE :**

Article premier. — Le gouvernement de la République togolaise est ainsi composé, à compter du 20 mai 1981.

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma — Président de la République, Ministre de la Défense Nationale  
Koudjolou Dogo — Ministre du Plan et de la Réforme Administrative

Kpotivi Tèvi Djidjogbé Laclé — Ministre de l'Intérieur

Anani Kuma Akakpo-Ahiany — Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

Tété Tevi-Benissan — Ministre de l'Economie et des Finances

Barry Moussa Barque — Ministre des Travaux Publics, des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques

Hodabalo Bodjona — Ministre de la Santé Publique

Boumbéra Allassounouma — Ministre de l'Enseignement des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Degrés et de la Recherche Scientifique

Anani Gassou — Ministre du Développement Rural

Kwassivi Kpétigo — Ministre de l'Industrie et des Sociétés d'Etat

Koffi Walla — Ministre du Commerce et des Transports

Mme Abra Amédomé — Ministre des Affaires Sociales et de la Condition Féminine

Akangni Awunyo Kodjovi — Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Nyandi Seïbou Napo — Ministre du Travail et de la Fonction Publique

Mme Massa Dagadzi — Ministre Délégué à la Présidence de la République, chargée des Relations avec le Parlement

Ouro Bang'Na Tchatikpi — Ministre de l'Aménagement Rural

Gbégnon Amegboh — Ministre de l'Information, des Postes et Télécommunications

Koffi Sama — Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture

Akossou Amouzou — Ministre de l'Enseignement du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> Degrés.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 mai 1981

**Général d'Armée G. EYADEMA**

# **DECRET N° 81-104 du 21 mai 1981 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu l'arrêté n° 166/PR/INT-APA du 11 octobre 1973 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton ;

Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 14 avril 1981 à Blitta (circonscription administrative de Sotouboua),

## **DECRETE :**

Article premier. — Est reconnue officiellement la désignation, par voie élective, de M. Edeou Tchalla en qualité de chef du canton de Blitta (circonscription administrative de Sotouboua) en remplacement de Kodo Kéwézima, décédé.

Art. 2. — Il est alloué à M. Edeou Tchalla, chef du canton de Blitta, une indemnité annuelle de deux cent seize mille (216.000) francs imputable au budget général gestion 1981, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 3 — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1981

*Général d'Armée G. EYADEMA*

**DECRET N° 81-105 du 26 mai 1981 portant nomination du haut commissaire au tourisme.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 16 ;

Vu le décret n° 72-119 du 5 avril 1972 portant création d'un haut commissariat au tourisme ;

Vu le décret n° 74-94 du 15 mai 1974 portant rattachement du haut commissariat au tourisme à la présidence de la République.

**D E C R E T E :**

Article premier — M. Ayivi Gamélé d'Almeida, administrateur civil en service au ministère du plan et de la réforme administrative, est nommé haut commissaire au tourisme, en remplacement de M. Ogamo Bagna.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 mai 1981

*Général d'Armée G. EYADEMA*

**DECRET N° 81-106 du 26 mai 1981 portant nomination aux postes de chefs de circonscription.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 16 ;  
Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

**D E C R E T E :**

Article premier — Sont nommés chefs de circonscription :

- de Lomé — M. Dramani Dama  
administrateur civil, actuellement commissaire régional de Dapaong
- d'Anèho — M. Ali Balikou  
inspecteur du travail, en fonction au port
- de Badou — M. Adika Messan  
instituteur, en fonction au ministère de l'enseignement du 1er et du 2e degrés
- de Bafilo — M. Pagnou Mandihong  
instituteur, directeur d'école à Landa
- de Dapaong — M. Tyr Akareme  
actuellement chefcir de Pagouda
- de Kanté — M. Djobo Kpekpasi  
agent technique de santé, actuellement adjoint au commissaire régional de Kloto
- de Kloto — M. Akado Komivi  
attaché d'administration, en service à la Présidence
- de Mango — Lieutenant Djoua Yoma  
officier des forces armées togolaises

de Notsé — M. Bakéto N'dima  
actuellement chef de poste administratif d'Agou

de Pagouda — M. Toka Touré Aladjon  
actuellement chef de circonscription de Badou

de Tchamba — Capitaine Ayassou Madji Kodjo  
officier de gendarmerie

de Tchaoudjo — M. Adakanou Abalo  
inspecteur de l'enseignement du premier degré.

Art. 2 — Le traitement des intéressés sera supporté par le budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1.

Art. 3 — Le présent décret prendra effet pour compter de la date de prise de service de chacun des intéressés.

Art. 4 — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 mai 1981

*Général d'Armée G. EYADEMA*

**DECRET N° 81-107 du 26 mai 1981 portant nomination des adjoints aux chefs de circonscription et des chefs de poste administratif.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,

**D E C R E T E :**

Article premier — Sont nommés adjoints aux chefs de circonscription :

- de Lomé — M. Botokro Komi  
conseiller d'orientation en service à l'université du Bénin
- de Badou — M. Kognan Bapayenle  
infirmier d'Etat, délégué régional de la JRPT à Dapaong
- de Kloto — M. Yatcham Bitchanigan  
instituteur
- de Mango — M. Dossa Koffi  
contrôleur des PTT
- de Tsévié — M. Badjana Waref I  
agent de promotion sociale
- de Vo — M. Torko Edoh  
professeur de CEG à Lomé

Art. 2 — Sont nommés chefs de poste administratif :

- de Tandjouaré — M. Banawai Abalo  
actuellement chef de poste de Tohoun
- de Guérin-Kouka — M. Kparé Kpango  
actuellement chef de poste à Tandjouaré
- d'Agou — M. Ossobé Yakpo Koffi  
inspecteur de la jeunesse
- de Tohoun — M. Chitou Lassissi  
adjoint administratif, en service à la circonscription administrative d'Amlamé.



Art. 3. — Le traitement des intéressés sera supporté sur le budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1.

Art. 4 — Le présent décret prendra effet pour compter de la date de prise de service de chacun des intéressés.

Art. 5 — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 mai 1981

Général d'Armée G. EYADEMA

**DECRET N° 81-108 du 26 mai 1981 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo;

Vu l'arrêté n° 210/PR-INT du 6 novembre 1963 portant reconnaissance de la réintronisation coutumière de chefs de canton;

Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 2 avril 1981 à Tcharé (circonscription administrative de Lama-Kara),

**D E C R E T E :**

Article premier — Est reconnue officiellement la désignation, par voie élective, de M. Ali Kpohou en qualité de chef du canton de Tcharé (circonscription administrative de Lama-Kara) en remplacement de Tchangai Hom. Adam, décédé.

Art. 2 — Il est alloué à M. Ali Kpohou, chef du canton de Tcharé, une indemnité annuelle de 126.000 (cent vingt six mille) francs imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 14, article 6, paragraphe

Art. 3 — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mai 1981

Général d'Armée G. EYADEMA

**DECRET N° 81-109 du 26 mai 1981 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo;

Vu l'arrêté n° 77-67/PR-INT du 6 juin 1977 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton;

Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 22 avril 1981 à Kouméa (circonscription administrative de Lama-Kara),

**D E C R E T E :**

Article premier — Est reconnue officiellement la désignation, par voie élective de M. Meleke Ali en qualité de chef du canton de Kouméa (circonscription

administrative de Lama-Kara) en remplacement de M. Katagna Tantoko, décédé.

Art. 2 — Il est alloué à M. Meleke Ali, chef du canton de Kouméa, une indemnité annuelle de cent vingt six mille (126.000) francs imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 3 — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mai 1981

Général d'Armée G. EYADEMA

**ARRETES ET DECISIONS**

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

**Nomination**

Arrêté n° 61-INT/SG/GPFM du 27-5-81 — M. Kombaté Kpiétibé, secrétaire d'administration de 1re classe 1er échelon en service au ministère de l'intérieur est nommé chef du service de la protection civile à la division des affaires politiques et administratives en remplacement de M. Akoutan Kokou, appelé à d'autres fonctions.

**MINISTERE DES FINANCES  
ET DE L'ECONOMIE**

**ARRETE N° 211-MEF portant création d'une régie de recettes.**

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la constitution du 9 janvier 1980;

Vu le décret n° 67-22 du 16 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu le décret du 30 décembre 1972 sur le régime financier des territoires d'Outre-Mer, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la lettre n° 0251/MASPF du 23 février 1981 de Mme le ministre des affaires sociales et de la promotion féminine,

**A R R E T E :**

Article premier — Il est créé auprès du ministre des affaires sociales et de la promotion féminine, une régie de recettes, chargée de percevoir le produit de l'exploitation de l'imprimerie de ce ministère.

Art. 2 — Le régisseur est désigné par décision du ministre de l'économie et des finances sur proposition du ministre de tutelle.

Il est soumis à la vérification comptable du trésorier-payeur qui centralise les recouvrements.

Art. 3 — Le régisseur délivrera à la partie versante une quittance, tirée d'un quittancier à souche, côté et paraphé par le trésorier-payeur.

Art. 4 — Le versement des fonds s'effectuera hebdomadairement à la caisse du trésorier-payeur. L'arrêt des écritures interviendra tous les 25 de chaque mois.

Art. 5 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1981

T. TEVI BENISSAN

### Autorisations de paiement

Décision n° 599-MEF-FCS du 13/5/81 — Est autorisé le paiement au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), de la somme de cent cinq millions cinq cent vingt six mille cinq cent quarante (105.526 54) francs CFA, pour permettre à cet organisme de couvrir les charges au titre du 1er au 4e trimestre 1981, au titre des activités communautaires (article 2).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9270142 ouvert auprès de l'Union Togolaise de Banque (UTB) à Lomé au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 51, article 4.

Décision n° 616-MEF-FO du 18/5/81 — Est autorisé le paiement de la somme de six millions (6.000.000) de francs représentant le montant des frais de pilotage des candidats retenus pour suivre des entraînements de pilotage au Togo.

Cette somme sera mandatée au nom de l'aéro-club du Togo et virée en son compte n° 300.349.61 BTCI Tokoin à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 53, article 7, paragraphe 2 du budget général, gestion 1981.

Décision n° 645-MEF-FO du 22/5/81 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs représentant le montant de certaines dépenses faites à Paris pour le compte de l'hôtel de M. le Président de la République togolaise.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo pour lui permettre de régulariser ses écritures.

La dépense est imputable sur le chapitre 7, article 1 du budget général — gestion 1981.

Décision n° 673-MEF-FCS du 27/5/81 — Est autorisé le paiement au profit de l'union africaine des postes et télécommunications (UAPT), de la somme de douze millions huit cent quatre vingt quinze mille

quatre cent vingt (12.895.420) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 103.063/63 ouvert à l'union congolaise de banque — UCB — Agence « B » à Brazzaville — République du Congo.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 3, paragraphe 2, du budget général, gestion 1981.

Décision n° 674-MEF-FCS du 27/5/81 — Est autorisé le paiement au profit de l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme (EAMAU), de la somme de treize millions (13.000.000) de francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30268 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (UTB) à Lomé au nom de l'EAMAU.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

### Subventions

Décision n° 630-MEF-FCS du 20/5/81 — Une subvention de quatorze millions (14.000.000) de francs CFA, est accordée aux établissements suivants :

Collège technique  
commercial de

Kloto ..... 1.000.000 UTB PA 0043 Kpalimé (Kloto)

Collège technique

commercial Ora

& Labora

..... 2.000.000. BTCI n° 21259/92 Lomé

Collège nouvelle

internationale 5.000.000 n° 35080-026 P Lomé

Collège technique

Bruce ..... 6.000.000 BTCI n° 11-370-32 Lomé

14.000.000

La dépense est imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 48, article 11.

Décision n° 672-MEF-FCS du 27/5/81 — Une subvention de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA, est accordée à la régie nationale des eaux du Togo, pour l'entretien des ouvrages hydrauliques au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 1.350 ouvert auprès de la Baltex à Lomé en quatre tranches de douze millions cinq cent mille (12.500.000) francs chacune comme suit :



Première tranche au début de janvier 1981.

Deuxième tranche au début d'avril 1981.

Troisième tranche au début de juillet 1981.

Quatrième tranche au début d'octobre 1981.

La dépense est imputable sur le chapitre 52, article 22 du budget général, gestion 1981.

### Débloccage de crédits

Décision n° 587-MEF-FO du 11/5/81 — Il est mis à la disposition de l'office national togolais du tourisme un crédit de deux millions (2.000.000) de francs pour permettre au Togo de participer au 6e congrès international sur le tourisme africain à Lusaka (Zambie) du 16 au 21 mai 1981 et à la foire internationale de Bordeaux du 23 mai au 1er juin 1981.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Tazzou Kokou, chef comptable dudit office, qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur délégué du budget général du Togo, les pièces justificatives aux dépenses effectuées.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1981, chapitre 52, article 5.

Décision n° 615-MEF-FO du 18/5/81 — Est autorisé le déblocage d'un crédit de vingt millions (20.000.000) de francs au profit de M. le ministre de l'économie et des finances pour la couverture des dépenses afférentes à la tenue à Lomé du 4 au 15 mai 1981 les réunions des assemblées annuelles BAD/FAD.

La dépense est imputable sur le chapitre 48, article 11 du budget général — gestion 1981.

Décision n° 629-MEF-FO du 20/5/81 — Il est mis à la disposition de M. Adanlété Adjanoh Akouété, billeteur des PTT un crédit de cent cinquante mille (150.000) francs pour couvrir les frais de réception à l'occasion du cycle d'études en matière de législation et de réglementation posales qui se tiendra à Lomé du 8 au 30 mai 1981.

Le montant dudit crédit sera mandaté et payé exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Adanlété Adjanoh Akouété, billeteur des PTT qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur du budget général du Togo, les pièces justificatives aux dépenses effectuées.

La dépense est imputable au budget général — gestion 1981, chapitre 48, article 11.

## MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 13-MCT-MFE du 20 mai 1981 portant création d'une commission chargée de la mise en application de l'arrêté interministériel n° 4/MFE/MCT du 19 février 1981, réglementant le trafic maritime au Togo.**

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 17, 20 et 21;

Vu l'ordonnance n° 80-11 bis du 9 janvier 1980 portant répartition du trafic maritime et création d'un conseil national des chargeurs togolais;

Vu l'arrêté interministériel n° 4/MFE/MCT du 19 février 1981, réglementant le trafic maritime au Togo.

### A R R E T E :

Article premier — Il est créé une commission nationale chargée de la mise en application de l'arrêté interministériel n° 4-MFE-MCT du 19 février 1981 portant réglementation du trafic maritime au Togo.

Art. 2 — La commission est composée comme suit:

Président — Le directeur des affaires maritimes

Membres — Le directeur général de la SOTONAM

— Le directeur de la S.T.M.P.

— Le directeur de la SOAEM

— Le directeur de l'AGETRAC

— Le directeur de la CICA

— Le directeur général de la SONACOM

— Le directeur général de l'OPAT ou son adjoint

— Un représentant de la direction générale des douanes.

Art. 3 — Cette commission fait office du conseil national des chargeurs togolais et assure le contrôle effectif du partage des cargaisons.

Art. 4 — Toutes les offres de cargaison à l'exportation devront être soumises à l'accord de la commission et présentées sur un imprimé créé à cet effet. Le visa de la commission sera nécessaire à l'accomplissement des formalités douanières.

Art. 5 — Tous les consignataires sont tenus de fournir à la commission, et ce dans des délais assez raisonnables, un exemplaire supplémentaire des manifestes des navires chargeant à destination de Lomé du fret appartenant à des importateurs togolais.

Art. 6 — Le présent arrêté qui prend effet à compter du 1er juin 1981, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 mai 1981

Le ministre du commerce  
et des transports

Koffi Kadanga Walla

Le ministre des Finances  
et de l'économie

Tété Têvi-Benissan

### Nomination

Décision n° 79-MCT du 14/5/81 — Sont nommés chefs de division les agents dont les noms suivent :

M. Allaglo Mawuena Ayaovi, administrateur civil de 2e classe 4e échelon, chef de la division de la Promotion des échanges

M. Djadoo Koffi, attaché d'administration de 1re classe 3e échelon, chef de la division de la planification

M. Plyinda E. Abéda, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon, chef de la division des négociations internationales

M. Dogbé-Tomi K. Viwonu, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon, chef de la division import-export

M. Sitti Akoué'é, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon, chef de la division des affaires communes.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

### Rectificatif

*RECTIFICATIF du 31/3/81 à l'arrêté n° 3-MCT-DAC du 12-2-81 portant ouverture à la circulation aérienne publique des aéroports de Sokodé et de Mango.*

*Au lieu de :*

Les aéroports de Sokodé et de Mango sont classés en catégorie C et peuvent être utilisés par les avions d'un poids inférieur ou égal à 13 tonnes.

*Lire :*

Les aéroports de Sokodé et de Mango sont classés en catégorie C.

*Le reste sans changement*

## MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Promotions

Arrêté n° 629/MTFP du 6/5/81 — Les agents techniques principaux 3e échelon ci-après désignés, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique sont promus au grade d'agent technique principal de classe exceptionnelle pour compter du 1er janvier 1980 :

d'Almeida Ayayi Azobito, n° mle 004510-D  
Edorh Tossa Sémého, n° mle 015492-E.

Arrêté n° 631/MTFP du 6/5/81 — M. Tchendo Toyi Pitassa, n° mle 013016-S, préposé de 2e classe 4e échelon (AC 26 jrs); du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est promu au grade de préposé de 1re classe 1er échelon à compter du 19 février 1977 (AC épuisée).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

19. 2.79 — préposé de 1re classe 2e échelon  
19. 2.81 — préposé de 1re classe 3e échelon.

Arrêté n° 632/MTFP du 6/8/81 — M. Gozo Komlan-Kourna, n° mle 006802-L, adjoint technique de 1re classe 3e échelon, du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est promu au grade d'adjoint technique principal 1er échelon à compter du 16 juillet 1977.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 16 juillet 1979.

Arrêté n° 633/MTFP du 6/5/81 — Sont promus au titre des années 1979 et 1980 et à compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits dont les noms suivent :

### CORPS DES INGENIEURS-ADJOINTS (Cat. B)

*Au 1er échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 2e classe*

1. 1.80 — Apelete Dotsè, n° mle 002725-P, ingénieur-adjoint de 3e classe 4e échelon ;

### CORPS DES ADJOINTS TECHNIQUES (Cat. C)

*Au 1er échelon du grade d'adjoint technique principal*

16. 7.79 — Mouvy Komlan Kodjotsè, n° mle 007931-V, adjoint technique de 1re classe 3e échelon ;  
27. 4.79 — Ankou Comlan Almamy, n° mle 002622-G, adjoint technique de 1re classe 3e échelon.

Arrêté n° 636/MTFP du 7-5-81 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre du personnel de l'enseignement, sont promus dans les conditions suivantes :

### CORPS DES PROFESSEURS CERTIFIES (Cat. A1)

*Au grade de professeur de 1re classe 1er échelon*

- 25.9.79 — Ogunde Lassissi, n° mle 014296-J, prof. de 2e classe 3e échelon

*Au grade de professeur de 2e classe 1er échelon*

- 12.8.80 — Ketehouli Djato, n° mle 013721-T, prof. de 3e classe 4e échelon  
1.10.80 — Kponton Quam-Dessou, n° mle 013785-B, prof. de 3e classe 4e échelon  
3.10.80 — Mensah Komi, n° mle 013783-R, prof. de 3e classe 4e échelon  
25.10.79 — Azanledji Komlanvi Eli, n° mle 015860-W, prof. de 3e classe 4e échelon

*Au grade de professeur de 2e classe 1er échelon*

- 1.3.81 — Ekon Tépéalé, n° mle 005779-M, prof. de 3e classe 4e échelon

**CORPS DES PROFESSEURS DE COLLEGE  
D'ENSEIGNEMENT GENERAL (Cat. A2)**

**Au grade de professeur des CEG de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 7.4.80 — Mensah Amavi, n° mle 009459-D, prof. des CEG de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
8.9.80 — Mensah Komla Izessou, n° mle 009510-G, prof. des CEG de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CORPS DES INSTITUTEURS (Cat. B)**

**Au grade d'instituteur principal 1<sup>er</sup> échelon**

- 1.1.80 — Akotia Kodzo, n° mle 001725-F, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

**Au grade d'instituteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 1.80 — Gnrofon Bobo née Zékpa, n° mle 006730-L, institutrice de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.80 — Lawson Bétum Anani Enyonam, n° mle 008890-L, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.80 — Abrangaou Atcha Bilénya, n° mle 011300-W, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.80 — Kpotufe Koku Benyo, n° mle 008520-A, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.80 — Affovi Kpakpo, n° mle 000758-Y, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.10.79 — Honou Kodjokouma, n° mle 006984-A, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.9.79 — Agossou Kournai, n° mle 002841-B, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CORPS DES MAITRES D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (Cat. B)**

**Au grade de maître d'E.P.S. de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 6.9.79 — Segbor Afiwavi Keklè, maîtresse d'EPS de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CORPS DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (Cat. C)**

**Au grade d'institutrice-adjointe de classe exceptionnelle**

- 1.7.79 — Lawson-Body Akolé Biova, n° mle 008790-G, inst.-adjointe de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

**Au grade d'instituteur adjoint de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 1.10.79 — Adjivon Messan Mawuéna, n° mle 009476-W, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
1.10.79 — Atikle Yawo, n° mle 002996-U, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
7.7.79 — Abalo Afiavi Adeladi, n° mle 000030-G, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
1.10.80 — Sowu Koku Enyonam, n° mle 011314-L, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
1.1.80 — Ahloye Sassouvi Migboémékpo, n° mle 001340-W, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

**Au grade d'instituteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 6.9.80 — Wuassi Kossi Dodji, n° mle 013578-C, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Akpadja Komi, n° mle 001845-F, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

- 21.11.80 — Ayikoué Ayité Samikpo, n° mle 015231-H, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

- 1.1.80 — Noukpetor Kossi Dodjiko, n° mle 010144-J, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

- 1.1.80 — Togbedje Sowonu Tonyo, n° mle 011784-A, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**Corps des moniteurs (Cat. D)**

**Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 6.2.80 — Sanvi Kokou Suéto Agbé, n° mle 102648-A, moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

Arrêté n° 642/MTFP du 8/5/81 — M. Dogbonou Kossi, n° mle 025381-P, préposé 4<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires des douanes, bénéficiaire d'un rappel de services militaires de trois (3) ans est promu dans les conditions suivantes :

- 31.12.79 — Préposé 4<sup>e</sup> échelon + 3a RSM  
31.12.79 — brigadier 1<sup>er</sup> échelon + 1a RSM  
31.12.80 — brigadier 2<sup>e</sup> échelon RSM épuisé.

Arrêté n° 651/MTFP du 12/5/81 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre du personnel de l'enseignement sont promus dans les conditions suivantes :

*Corps des instituteurs (catégorie B)*

**Au grade d'instituteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 14.3.78 — Nakpane Bitame, inst. de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Abalo Koffi Adodo, inst. de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Labite Akouété, inst. de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Wilson Adje Agbakossi Mawulé, inst. de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Corps des instituteurs-adjoints (catégorie C)*

**Au grade d'instituteurs-adjoints de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 1.1.78 — Kuévi Ayité Lo A. Sokem, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
1.10.78 — Deku Komla Amedzro, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
4.1.79 — Ouro-Bitasse A. Issifou inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

**Au grade d'instituteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 1.1.79 — Assimpah Akuvi, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Simnake Kpatcha, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Tobossou Kossouhoué, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Babalima Koutéra Dissama, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Bassagou Tikpad'ba, née Akpandja, inst.-adjte de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Sounssah Kwassi Agbeko, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
1.1.79 — Agbodjan Cofa Ayaovi Fafavi, née Seddoh, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

1. 1.79 — Atta Sébiba Sangbandebetemane, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
1. 1.79 — Adjonko Kossi, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
1. 1.79 — Agbolan Segbédji Yao, inst.-adjt de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Corps des moniteurs-adjoints (catégorie D)*

**Au grade de moniteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 24.6.79 — Kondo Balawine, moniteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
1. 1.79 — Alataba Kokou, moniteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

*Corps des instituteurs (catégorie B)*

**Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur de 1<sup>ère</sup> classe**

- 14.3.80 — Nakpane Bitame, instituteur de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Abalo Koffi Adodo, instituteur de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Labité Akouété, instituteur de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Wilson Adjé Agbakossi Mawulé, instituteur de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

*Corps des instituteurs-adjoints (catégorie C)*

**Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>ère</sup> classe**

1. 1.80 — Kuévi Ayité Lo A. Sokem instituteur-adjt de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- 1.10.80 — Dekou Komla Amedzro, inst.-adjt de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
4. 1.81 — Ouro-Bitasse A. Issifou, inst.-adjt de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

**Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe**

1. 1.81 — Assimpah Akuvi inst.-adjt. de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Simnake Kpatcha, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Tobossou Kossouhoué, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Babalima Koutéra Dissama, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Bassagou Tikpad'ba, née Akpandja inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Soussah Kwassi Agbeko, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Agbodjan Cofa Ayaovi Fafavi, née Seddoh inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Adjonko Kossi, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Atta Sébiba Sangbandebetemane, inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
1. 1.81 — Agbolan Segbédji Yao inst.-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

*Corps des moniteurs-adjoints (catégorie D)*

**Au 2<sup>e</sup> échelon du grade de moniteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe**

- 1.1.81 — Alataba Kokou moniteur-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- 24.6.81 — Kondo Balawine moniteur-adjt de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

Arrêté n° 659/MTFP du 14/5/81 — Sont promus dans les conditions suivantes, les fonctionnaires du cadre du personnel du trésor dont les noms suivent :

*Corps des inspecteurs centraux (catégorie A1)*

**Au grade d'inspecteur central de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 25.3.81 — Tsowou Abalo n° mle 011940-C, inspecteur central de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Corps des inspecteurs (catégorie A2)*

**Au grade d'inspecteur de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 1.1.81 — Ayika Foly n° mle 003243-D, inspecteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

Arrêté n° 660/MTFP du 14/5/81 — Mme Geraldo Mélanie Héloïse, n° mle 006584-S, sage-femme d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, est promue dans les conditions suivantes :

- 6.10.77 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
- 15.9.79 — disponibilité sans traitement
- 3.12.79 — reprise de service (AC 1 an 11 m 9 j)
- 24.12.79 — sage-femme de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (AC épuisée).

Arrêté n° 689/MTFP du 20/5/81 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique sont promus dans les conditions suivantes :

**CORPS DES AGENTS TECHNIQUES (catégorie B)**

**Au grade d'agent technique de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon**

- 1.7.79 — Agbozo Komla n° mle 001150 Q, agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon
- 1.9.79 — Agboh Adakouvi n° mle 002180 W, agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**CORPS DES SAGES-FEMMES (catégorie B)**  
*au 1<sup>er</sup> échelon du grade de sage-femme principale*

- 6.6.80 — Dogbe Adjoa Massan Enyonam née Ata n° mle 005168 S, sage-femme de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

**CORPS DES INFIRMIERS D'ETAT (catégorie C)**

**au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'infirmier d'Etat principal**

- 15.11.79 — Gaitou Mélomé n° mle 015726-G, infirmier d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

au grade d'infirmier d'Etat de 1re classe 1er échelon

1.6.81 — Waklatsi Kohoénou n° mle 012129\_B, infirmière d'Etat de 2è classe 4è échelon.

Arrêté n° 690/MTFP du 20/5/81 — M. Babelème Tinankpan, n° mle 003553-K, professeur de collège d'enseignement général de 2è classe 3è échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est promu au grade de professeur de collège d'enseignement général de 1re classe 1er échelon à compter du 7 juin 1977.

M. Babelème est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

7. 6.79 — professeur de CEG de 1re classe 2è échelon

7. 6.81 — professeur de CEG de 1re classe 3è échelon.

### Admissions

Arrêté n° 627/MTFP du 4/5/81 — M. Bongo Kouma, titulaire du diplôme d'études universitaires générales pour l'enseignement du deuxième degré (option enseignement technique et commercial) de l'institut national des sciences de l'éducation (INSE) de l'université du Bénin est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 14, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 628/MTFP du 5/5/81 — En attendant la parution du statut particulier du cadre du personnel des établissements pour inadaptés M. Telou Essodina, titulaire du certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur éducateur et du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé de l'Académie de Grenoble (France) est nommé dans la catégorie A2 en qualité d'éducateur spécialisé de 2è classe 1er échelon (indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 40, article 4 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de deux ans seize jours (2 a 16 jrs) est accordée à l'intéressé pour ses services antérieurs accomplis du 1er juillet 1977 au 25 juillet 1980 inclus à l'œuvre des villages d'enfants de la région Rhone-Alpes, en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Telou est élevé au 2è échelon de son grade (indice 1200) AC 16 jrs.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 630/MTFP du 6/5/81 — M. Amelette Toyitorn, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de maîtrise des techniques de l'information et de la communication de l'université de Bordeaux

III est admis dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'administrateur de la radiodiffusion de 2è classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 28, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 634/MTFP du 7/5/81 — M. Denakpo Kokou Koami, titulaire du « general certificate of education » (advanced level) et du diploma in african music de l'université du Ghana est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de musique de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 6 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 637/MTFP du 7/5/81 — Est rapporté l'arrêté n° 507/MTFP du 31 mars 1981 portant nomination dans le corps des adjoints administratifs (catégorie C) et portant reprise de situation administrative.

Arrêté n° 638/MTFP du 7/5/81 — M. Agodo-Alaglo Komla Delali, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session d'août 1980) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 640/MTFP du 8/5/81 — Mlle Geraldo Chérifatou Mamakoudi, n° mle 036539-V, monitrice permanente de 2è catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session de 1979, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3è classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1er janvier 1980 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à l'intéressée pour ses services antérieurs accomplis du 5 octobre 1970 au 31 décembre 1979 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Sa situation administrative est reprise comme suit :

1. 1.80 — monitrice de 3è classe 1er échelon + 6 ans (bonification)

1. 1.80 — monitrice de 3è classe 2è échelon + 4 ans (bonification)



1. 1.80 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans (bonification)  
 1. 1.80 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 641/MTFP du 8/5/81 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

*Instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire  
 (cat B — indice 750)*

Todo Alipui Séna (baccalauréat de l'enseignement du deuxième degré

*Instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 stagiaires (Cat. C — indice 550)*

(BEPC)

Bakpessi Akpéli Kokou  
 Arjola Badjassouwé  
 Addo Larba  
 Agbedji Gavlo Atsu  
 Batassi Toi Adyodi  
 Agbowadan Essivi Edem  
 Djobo Banavézi Banawé Sangaré  
 Sambianj Youmanlé Maridja.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 644/MTFP du 12/5/81 — Mme Broohm Mama Dédé, née Dovi, titulaire du diplôme d'infirmière d'Etat de l'école des infirmières de la fondation Tannenhof à Renscheid (RFA) est admise dans le cadre des fonctionnaires de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5, du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 654/MTFP du 14/5/81 — En attendant la parution du statut particulier du personnel de laboratoire, M. Lentcho Kodjo, titulaire du school certificate et du « science laboratory technician's Part One certificate » est nommé dans la catégorie C en qualité de laborantin de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 600) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2 ans 2 mois 25 jours est accordée à M. Lentcho, pour ses services antérieurs accomplis à l'université de Légon (Ghana) du 1<sup>er</sup> juillet 1977 au 8 novembre 1980 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

Laborantin de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2 ans 2 m 25 jrs (bonification)

Laborantin de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2 m 25 jrs (AC).

Arrêté n° 655/MTFP du 14/5/81 — M. Gnarou Kpacha Piliwèwé, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 656/MTFP du 14/5/81 — Les agents permanents ci-après désignés admis au monitorat session de 1978 sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

Lanwi Tako, moniteur permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A  
 Gbegbe Amoussouvi, moniteur permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle B

Nouwodjro Tékovi Messan, moniteur permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A

Meleme Kossiwa Oubouédoumè née Amédomé, monitrice permanente 3<sup>e</sup> catégorie échelle A

Messan Agossou, moniteur permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A

Folly-Notsron Ekoé Guinto, moniteur permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A

Ajavon Ayigan-Pou Ayayi, moniteur permanent 4<sup>e</sup> catégorie hors échelle

Assempah Komlan, moniteur permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A

d'Almeida Ayivi Vignon, moniteur permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A.

Une bonification d'ancienneté est accordée aux moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon ci-après désignés en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :



Nom et Prénoms	Date d'engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	bonification des 2/3 ac- cordés
Lanwi Tako .....	2-11-76	2 ans 1 m 29 jrs	1 an 5 m 9 jrs
Gbegbe Amoussouvi .....	2-10-65	13 ans 2 m 29 jrs	6 ans
Messan Agossou .....	9-70	8 ans 4 m	5 ans 6 m 20 jrs
Ajavon Ayigan-Pou Ayayi .....	5-11-57	21 ans 1 m 26 jrs	6 ans
d'Almeida Ayivi Vignon .....	11-11-71	7 ans 1 m 20 jrs	4 ans 9 m 3 jrs
Nouwodjro Têkovi Messan .....	13- 9-76	2 ans 3 m 18 jrs	1 an 6 m 12 jrs
Meleme Kossiwa Oubouè-doumè, née Amedome .....	13- 9-76	2 ans 3 m 18 jrs	1 an 6 m 12 jrs
Folly-Notsron Ekoé Guinto .....	13- 9-76	2 ans 3 m 18 jrs	1 an 6 m 12 jrs
Assempah Komlan .....	13- 9-76	2 ans 3 m 18 jrs	1 an 6 m 12 jrs

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

*Ajavon Ayigan-Pou Ayayi et Gbegbe Amoussouvi*

- 1. 1.79 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6 ans (bonification)
- 1. 1.79 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans (bonification)
- 1. 1.79 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans (bonification)
- 1. 1.79 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

*Messan Agossou*

- 1. 1.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 5 ans 6 m 20 jrs (bonification)
- 1. 1.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3 ans 6 m 20 jrs (bonification)
- 1. 1.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 1 an 6 m 20 jrs (bonification)
- 11. 6.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

*d'Almeida Ayayi Vignon*

- 1. 1.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4 ans 9 m 3 jrs (bonification)
- 1. 1.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2 ans 9 m 3 jrs (bonification)
- 1. 1.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 9 m 3 jrs (bonification)
- 28. 3.80 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

*Lanwi Tako*

- 1. 1.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1 an 5 m 9 jrs (bonification)
- 22. 7.79 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

*Nouwodjro Têkovi Messan, Meleme Kossiwa Oubouèdoumè née Amédomé, Folly-Notsron Ekoué Guinto, Assempah Komlan.*

- 1. 1.79 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1 an 6 m
- 19. 6.79 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée).

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 657/MTFP du 14/5/81 — M. Agbodjan Adjey, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du diplôme de programmation de l'école privée française d'enseignement technique d'Abidjan (Côte d'Ivoire), est admis dans le cadre des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'adjoint-technique de la statistique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 6, paragraphe 6, du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 658/MTFP du 14/5/81 — M. Ajavon Ayayi Zandor, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 674/MTFP du 15/5/81 — En attendant la parution du statut particulier des agents de promotion culturelle, les candidats ci-après désignés ayant répondu aux conditions exigées pour le recrutement des agents de promotion culturelle, sont nommés dans la catégorie C, en qualité d'agents de promotion culturelle de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (indice 550) pour compter de leur date de prise de service et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 8 du budget général) :

Bacco Adama  
Amete Ankuwa Akoa  
Adzoga Abra Délali  
Gnandi Nadjombé  
Vouley Atsou Komi  
Kale Komi Mawuéna,

(brevet d'études du premier cycle du second degré)

Akué Kpakpo Elatsè Holé (brevet d'études du premier cycle du second degré + attestation d'inscription au baccalauréat de l'enseignement du troisième degré).

Agbo Sotonou (brevet d'études du premier cycle du second degré + attestation d'inscription au baccalauréat de l'enseignement du troisième degré).

Agbassou Comlan (brevet sportif populaire en République du Sénégal + attestation d'inscription au baccalauréat de l'enseignement du troisième degré)

Ahiakpor Koffi Mawulikplimi (attestation d'inscription au baccalauréat de l'enseignement du troisième degré).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 677/MTFP du 19/5/81 — M. Ettoh Komla Etsota, titulaire de la licence ès-lettres (option anglais) de l'université du Bénin, est nommé dans le cadre des fonc-

tionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 678/MTFP du 19/5/81 — M. Ayivi Amah Ayité et Akindéle-Febon Kwaouvi Alakpini, titulaires du diplôme d'adjoint technique de la statistique de l'école de statistique d'Abidjan (Côte d'Ivoire) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'adjoints-techniques de la statistique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 30, article 6, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 688/MTFP du 20/5/81 — M. Bang'Na Koumaï, titulaire du diplôme de bachelier de l'enseignement du troisième degré et du diplôme de licencié (filiale information) de l'université d'Alger, est admis dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de rédacteur en chef de la radiodiffusion de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Intégrations

Arrêté n° 643/MTFP du 12/5/81 — Les assistants d'hygiène d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 750) ci-dessous désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique admis à l'examen de fin de troisième année de l'école nationale des auxiliaires médicaux (option assistants d'hygiène) sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agents techniques (catégorie B — indice 750) à compter du 1<sup>er</sup> août 1980 dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle :

Nom et Prénom n° matricule	ancien grade et indice	date du dernier avancement	nouveau grade et indice	date d'effet de l'ancienneté pour le pro- chain avance- ment dans le nouveau corps	Imputation budgétaire	
					chap.	art.
Kondi-Mane Bawa Waké ..... n° mle 004131 — D	assistant d'hygiène d'Etat de 1 <sup>ère</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (ind. 750)	1.10.78	agent technique de 2 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (indice 750)	1.10.78	22	5
Yarbondjoa Mathienyendou .. n° mle 012283 — M	assistant d'hygiène d'Etat de 1 <sup>ère</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (ind. 750)	1.10.78	agent technique de 2 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (indice 750)	1.10.78	22	5
N'Sougan Kokou Biova ..... n° mle 010028 — W	assistant d'hygiène d'Etat de 1 <sup>ère</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (ind. 750)	1.10.78	agent technique de 2 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (indice 750)	1.10.78	22	5

Arrêté n° 653/MTFP du 13/5/81 — Mme Dévo Essi-an, née Aziablé, infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon catégorie C — indice 700) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, admise à l'examen de fin de troisième année de l'école nationale des auxiliaires médicaux (option laborantins et laborantines) est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1<sup>er</sup> août 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 663/MTFP du 14/5/81 — M. Loukoum Idé Mahéna, n° mle 100561-K, rédacteur en chef 2<sup>e</sup> échelon catégorie A2 — indice 1200) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire de la licence ès-lettres, de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur de la radiodiffusion de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1980 et reste mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 28, article 7, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 664/MTFP du 14-5-81 — Mme Wilson Adjoa, née Agossou, dactylographe principale 3<sup>e</sup> échelon du cadre des personnels communs de secrétariat, rayée du contrôle des effectifs de la République Populaire du Bénin et mise à la disposition du gouvernement de la République togolaise, est intégrée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon (catégorie C, indice 950) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974 par reconstitution de carrière en application des dispositions de l'article 30-3° du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 (ancienneté conservée : 1 an).

Sa situation du point de vue des avancements est régularisée comme suit :

1-1-74 — Adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon + 1a AC  
1-1-75 — Adjoint administratif principal 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

1-1-77 — Adjoint administratif principal de classe exceptionnelle.

Mme Wilson Adjoa, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle est mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget général).

Arrêté n° 665/MTFP du 14-5-81 — M. Medjaka Atsou Kossi Apédo n° mle 009410-U, assistant d'hygiène d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (catégorie C-indice 850) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique admis à l'examen de fin de troisième année de l'école nationale des auxiliaires médicaux (option assistants d'hygiène) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 1<sup>er</sup> août 1980 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1979, date du dernier avancement automatique d'échelon dans le corps de provenance.

Arrêté n° 666/MTFP du 14-5-81 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la santé publique, M. Mihesso Yao Mawuli Agbavito, n° mle. 009700-N, agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (catégorie B-indice 1050) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme de technicien supérieur de génie sanitaire de l'université du Bénin est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de génie sanitaire de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 8 paragraphe 4 du budget général) à compter du 17 décembre 1980.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 17 octobre 1980, date du dernier avancement de l'intéressé dans son corps d'origine.

Arrêté n° 667/MTFP du 14-5-81 — Les infirmiers d'Etat (catégorie C) de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 750), de 1<sup>ère</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (indice 850) et les infirmiers d'Etat principaux 2<sup>e</sup> échelon (indice 950) ci-dessus désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique admis à l'examen de fin de troisième année de l'école nationale des auxiliaires médicaux (option laborantins et laborantines) sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agents techniques (catégorie B) à compter du 1<sup>er</sup> août 1980 dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle.

Nom et Prénom n° matricule	ancien grade et indice	date du dernier avancement	nouveau grade et indice	date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps	imputation budgétaire	
					chap.	art.
Mensah Agbelengo n° mle /009608-S	infirmier d'Etat de 1 <sup>re</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (indice 750)	1-10-78	agent techn. de 2 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (indice 750)	1-10-78	22	5
Mozino Padérèm n° mle 009916-N	infirmier d'Etat de 1 <sup>re</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. (indice 850)	1-10-78	agent tech. de 2 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. (ind. 750)	1-10-78	22	5
Wodih Komlavi Lebene	Infirmier d'Etat de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	1-10-79	agent technique de 2 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. (indice 850)	1-10-79	22	5
Gnassounou Amélé N° mle 006682-L	—	27-9-79	agent technique de 2 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. (indice 950)	27-9-79	22	5
Afanlon Gamélé n° mle 000702-G	—	1-10-79	agent technique de 2 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. (indice 950)	1-10-79	22	5
Anthony Ablewa n° mle 002644-N	—	1-1-79	agent technique de 2 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. (indice 950)	1-1-79	22	5

Arrêté n° 672-MTFP du 14/5/81 — Les infirmiers d'Etat (catégorie C) de 1re classe 2e échelon (indice 800) et les infirmiers d'Etat principaux 1er échelon (indice 900) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique ci-dessous désignés admis à l'examen de fin de troisième année de l'école nationale

des auxiliaires médicaux (option laborantins et laborantines) sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agents techniques (catégorie B) à compter du 1er août 1980 dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle :

Nom et Prénoms n° matricule	ancien grade et indice	date du dernier avancement	nouveau grade et indice	Imputation budgétaire	
				chapitre	article
Nadjo Yaya Nana n° mle. 009935-Z	infirmier d'Etat de 1ère classe 2e échelon (indice 800)	1-10-78	agent technique de 2e cl. 2e éch. (indice 850)	22	5
Tovi Agbantodji Kouami n° mle 000622-Q	—	1-10-78	—	22	5
Zoulkarneini Issifou n° mle. 012522-C	—	1-2-79	—	22	5
Aboubakar Inoussa n° mle. 007199-Z	—	1-1-79	—	22	5
Agbo Adjowavi Anyélé n° mle. 000622-Q	—	1-10-78	—	22	5
Agah Dzedzeawokpo née DZAH n° mle. 012530-U	infirmière d'Etat principale 1er échelon (indice 900)	1-6-80	—	22	5
Folly Afiwa Akofa n° mle. 023047-R	—	1-10-79	agent technique de 2e cl. 3e éch. (indice 950)	Budget autonome du C.H.U	

### Titularisations

Arrêté n° 614-MTFP du 4-5-81 — Les instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique option ENI, session de 1978, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes pour compter du 1er janvier 1979 :

Kolani Kinanlèbè, n° mle 014183-Z AC 1 an  
Lantomey Koffi Ouboènalè, n° mle 104145-B AC 4 m 10 jrs  
Akakpo Koffi, n° mle 104112-R AC 4 m 10 jrs  
Batonwé Kounou Akawilou, n° mle 104048-S AC 3 m 19 jrs  
Amouzou Ayètègbè Yélidé, n° mle 106157-X AC 3 m 17 jrs  
Saibou Nouridine, n° mle 010711-R AC 3 m 17 jrs  
Amétépé Sedor Kokou Didjor, n° mle 104043-D AC 3 m 20 jrs  
Atsou Komlan, n° mle 103931-V AC 3 m 20 jrs  
Koriko Gado Zimaro Tchabidi, n° mle 104074-L AC 3 m 20 jrs  
Kelouwani Gnimdé, n° mle 00781-J AC 3 m 20 jrs  
Mensah Modzinou Gadufia, n° mle 104004-E AC 3 m 20 jrs  
Nouamé Sikira, née Bello AC 3 m 20 jrs

Dadji Falidji Guidi, AC 3 m 20 jrs  
Kpélafia B. Kignimah Luambo, n° mle 104076-E AC 3 m 20 jrs  
Mensah-Domkpin Messan, n° mle 104007-H AC 3 m 20 jrs  
Dakouda Akouavi, née Djokpo, n° mle 104021-X AC 3 m 20 jrs  
Sessi Abalovi, n° mle 104050-L AC 3 m 20 jrs  
Kouyoné Fondokè, n° mle 104177-T AC 3 m 20 jrs  
Estève Moutiatou Modoukpè, n° mle 103996-N AC 3 m 20 jrs  
Lawson-Placca Amélé Homéfa, née Agbossoumondé, n° mle 104051-V AC 2 m 12 jrs  
Ahialey Etsè Komlan, n° mle 103994-U AC 3 m 20 jrs

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade (AC : néant) pour compter des dates suivantes :

1-1-80 — Kolani Kinanlèbè, n° mle 014183-Z  
21-8-80 — Lantomey Koffi Ouboènalè, n° mle 104145-B  
21-8-80 — Akakpo Koffi, n° mle 104112-R  
12-9-80 — Batonwé Kounou Akawilou, n° mle 104048-S  
14-9-80 — Amouzou Eyètègbè Yélidé, n° mle 106157-X  
14-9-80 — Saibou Nouridine, n° mle 010711-R  
11-9-80 — Amétépé Sedor Kokou Djidjor, n° mle 104043-D  
11-9-80 — Atsou Komlan, n° mle 103931-V

- 11-9-80 — Koriko Gado Zimaro Tchabidi, n° mle 104074-L  
 11-9-80 — Kélouwani Gnimdé, n° mle 007816-J  
 11-9-80 — Mensah Modzinou Gadufia, n° mle 104004-E  
 11-9-80 — Nouame Sikira, née Bello  
 11-9-80 — Dadji Falidji Guidi  
 11-9-80 — Kpelafia B. Kignimah Luambo, n° mle 104076-E  
 11-9-80 — Mensah-Domkpin Messan, n° mle 104007-H  
 11-9-80 — Dakouda Akouavi, née Djokpo, n° mle 104021-X  
 11-9-80 — Sessi Abalovi, n° mle 104050-L  
 11-9-80 — Kouyoné Fondokè, n° mle 104177-T  
 11-9-80 — Estève Moutiatou Modoukpè, n° mle 103996-N  
 19-10-80 — Lawson-Placca Amélé Homéfa, née Agbos-soumondé, n° mle 104051-V  
 11-9-80 — Ahialey Etsè Komlan, n° mle 103994-U.

Arrêté n° 679-MTFP du 19-5-81 — Les instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CEG, session de 1978), sont titularisés dans leur emploi à compter du 1er janvier 1979 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

- Simpini Edem Akuvi, n° mle 011046-G
- Hukportie Adjo, née Tay, n° mle 015757-P
- Kuli Kodzo Enyo, n° mle 006754-L.

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade à compter du 1er janvier 1980 (AC néant).

### Détachements

Arrêté n° 561/MTFP du 20/4/81 — Les agents ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de la société CIMA O à Tabligbo :  
 Mlles — Kangai Bann'lah, institutrice de 2e classe 1er échelon, en service au jardin d'enfants public de Tokoin hôpital à Lomé.

— Lassey Afi Tchotcho, institutrice de 2e classe 1er échelon, en service au jardin d'enfants de la Marina à Lomé.

Pendant la durée du détachement, les émoulements des intéressés, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo, seront à la charge de la société CIMA O.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 562/MTFP du 13/5/81 — Il est mis fin au détachement auprès du centre régional de formation pour l'entretien routier (C.E.R.F.E.R.) de M. Diogo Kodjo, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre des travaux publics des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 38 article 2 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 649/MTFP du 12-5-81 — Les agents ci-après énumérés, du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de la société autonome des télécommunications internationales du Togo (SATELIT).

Andjo Tchandja, ingénieur 2e échelon

Kondo Kodjo, ingénieur 2e échelon

Tchani Fousséni, contrôleur des IEM de 2e classe 2e échelon

Adewussi Adélabou, contrôleur des IEM de 2e classe 2e échelon

Amédjonekou Kounougbé, contrôleur des IEM de 2e classe 2e échelon

Nicabou Nadjombé, contrôleur des IEM de 2e classe 1er échelon.

Pendant la durée du détachement, les émoulements des intéressés, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la société autonome des télécommunications internationales du Togo.

Ils subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er mai 1981.

Arrêté n° 676/MTFP du 15-5-81 — M. Pindra Allu-wassio Mouniérou, ingénieur en chef 1er échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la société d'économie mixte SOTOTOLES.

Durant la période du détachement, les émoulements de M. Pindra Alluwassio Mouniérou ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de SOTOTOLES.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

### Suspensions de fonctions

Arrêté n° 589/MTFP du 28/4/81. — Mlle Ekoudé Akossiwa, gardien de la paix 1er échelon du cadre des fonctionnaires de la police, en service à Dapaong, est suspendue de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois pour faute grave commise dans le service.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 618/MTFP du 4/5/81 — M. Codjie Koffi, contrôleur de 2e classe 1er échelon, n° mle 004323-D du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, en service à Lama-Kara, qui fait l'objet d'une poursuite judiciaire pour délit de droit commun, est suspendu de ses fonctions (chapitre 6, article 10 du budget général).

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Le présent arrêté a effet à compter du 2 mars 1981.

### Démission

Arrêté n° 685/MTFP du 20-5-81 — Est acceptée à compter du 1er mai 1981 la démission de son poste offerte par M. Dedry Komlanvi, ingénieur de 3e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en service à l'AGETU (budget autonome AGETU).

L'intéressé est astreint au versement d'un mois de salaire à l'administration pour inobservation du délai de préavis.

### Révocation

Arrêté n° 648/MTFP du 12-5-81 — M. Bruce Gbledo Ahlin, adjoint administratif de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au ministère de l'intérieur est révoqué de ses fonctions à compter du 19 août 1980 pour abandon de poste (chapitre 14, article 4 du budget général).

### Rectificatifs

**RECTIFICATIF du 20/4/81 à l'arrêté n° 1804/MTFP du 5 décembre 1980 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.**

Les instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP examen session des 24 et 25 juillet 1978) sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1er janvier 1979 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

### Après :

Houngblamé Komlan Dassou, n° mle 014285-X

### Au lieu de :

Dzédzé Ségbédzre Koffi, n° mle 005577-B

### Lire :

Dzédzé Ségbédzre Koffi, n° mle 005577-B  
Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 21 avril 1981 à l'arrêté n° 331/MTFP du 5 mars 1981, mettant fin à un détachement.**

### Au lieu de:

Il est mis fin au détachement de M. Yelihani Bordja, administrateur civil de 2e classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, auprès de la société togolaise des hydraucarbures (S.T.H.).

L'intéressé est remis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 2 du budget général).

### Lire:

Il est mis fin au détachement de M. Yelihani Bordja, administrateur civil de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, auprès de la société des hydraucarbures (S.H.T.).

L'intéressé est remis à la disposition du directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale (budget autonome de la C.N.S.S.).

Le reste sans changement

**RECTIFICATIF du 28-4-81 à l'arrêté n° 1775/MTFP du 4 décembre 1980 portant suspension de fonctions**

Les agents ci-après désignés relevant des différents ministères qui font l'objet d'une poursuite judiciaire pour délits de droit commun, sont suspendus de leurs fonctions :

### Au lieu de :

**ministère du développement rural**

M. Ouro-Sama Alassani, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la direction de Togograin à Lomé (budget autonome du Togograin)



Lire :

**ministère du développement rural**

M. Ouro-Sama Alassani, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la direction de Togograin à Lomé (chapitre 20, article 5 du budget général)

.....  
Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 4-5-81 à l'arrêté n° 219/MTFP du 11 février 1981, portant nomination.**

.....  
Les candidats dont les noms suivent, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés en remplacement des instituteurs-adjoints ci-dessus énumérés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Après

Bonfoh Bassabi Yokoti

Au lieu de :

Gbandey Wopondi

Lire :

Gbandey Wapondi

Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 14 mai 1981 à l'arrêté n° 1404/MTFP du 26 septembre 1980 portant nomination.**

Au lieu de :

Mlle Bandeira Massan, titulaire de la licence et de la maîtrise en droit option : droit des affaires, de l'université du Bénin (Togo), est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget général).

Lire :

Mlle Bandeira Massan titulaire de la licence et de la maîtrise en droit (option droit des affaires) de l'université du Bénin (Togo) est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration généra-

le en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Le reste sans changement.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS,  
DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES  
RESSOURCES HYDRAULIQUES**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 15-MTPMERH-MCT du 29 avril 1981 fixant les tarifs de vente de l'énergie électrique au Togo.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE  
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,  
LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution notamment ses articles 15, 17, 20 et 21;  
Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1976 portant réglementation des prix et des circuits de distribution,

**A R R E T E N T :**

Article premier — Les tarifs de vente d'énergie électrique par la ca compagnie énergie électrique du Togo sur l'ensemble du territoire sont fixés comme suit pour compter du 1er mars 1981.

**TARIF A : Usages domestiques**

— de 0 à 100 kwh	34 frs le kwh
— de 100 à 200 kwh	33 frs le kwh
— au-delà de 200 kwh	30 frs le kwh

**TARIF B : Force motrice basse tension — usages****Artisanaux autres que les usages**

Domestiques 30 F le kwh

**TARIF C : Eclairage Public** 28 F le kwh**TARIF D Moyenne Tension****TARIF D1**

Prime mensuelle : 35 heures d'utilisation de la puissance souscrite

Taxe proportionnelle	25 F le kwh
Taxe additionnelle pour éclairage applicable aux usages autres qu'industriels	9 F le kwh

**TARIF D2 : Gros abonnés : Puissance souscrite égale ou supérieure à 500 kva**

Prime mensuelle : 35 heures d'utilisation de la puissance souscrite.

Taxe professionnelle : 23 F le kwh

**HEURE CREUSE (applicable à D1 et D2) de 22 H à 7 H** 19 F le kwh

Le tarif heure creuse n'est applicable qu'aux usagers ayant plus de 200 heures d'utilisation de la puissance souscrite par mois et possédant l'installation de comptage adéquat.

**REDEVANCE MENSUELLE DE LOCATION COMPTEUR**

— Compteurs de 0 à 5 KVA (3,5 kwh)	120 F
— compteurs de 5 à 10 kva (5,0 kwh)	200 F
— compteurs au-dessus de 10,0 kva	400 F

**Redevance mensuelle entretien branchement**

— Branchement 2 fils	80 F
— Branchement 4 fils	200 F
— Branchement moyenne tension	400 F

**Redevance mensuelle entretien compteur**

— Abonnés moyenne tension	1400 F
---------------------------	--------

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 avril 1981

Le ministre des travaux publics, des mines de l'énergie et des ressources hydrauliques

B. M. Barqué

Le ministre du commerce et des transports

K. K. Walla

## MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

**Autorisations de paiement**

Décision n° 61/MPRA/DGPD/DFCEP du 1-6-81 — Est autorisé le paiement en faveur du secrétariat administratif du R.P.T. à Lomé à son compte n° 021833/19 ouvert à la B.T.C.I. de la somme de : quinze millions (15.000.000 de francs CFA pour le paiement des frais de séjours des techniciens coréens chargés de la construction de l'école du Parti.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980 titre II, chapitre 10, article 1, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 57-81 du 7 avril 1981).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du Plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 62-MPRA-DGPD-DFCEP du 1/6/81 — Est autorisé le virement en faveur de TOGOGRAIN à Lomé à son compte n° 008 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo de la somme de : quarante huit millions cent cinquante mille (48.150.000) francs CFA pour fourniture de carburant et lubrifiant relatif à l'installation de cinq stations de silos céréaliers.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre IV, chapitre 3, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 41/81 du 3/3/81).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Nominations**

Arrêté n° 8-MPRA-CAB du 21/5/81 — Les fonctionnaires ci-après désignés, relevant des divers services de la direction générale du plan et du développement, reçoivent les nominations suivantes :

— **Directeur du bureau régional du plan et du développement de la région des savanes à Dapaong :**

M. Badjalla Attayaba, administrateur civil 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 1300, en remplacement de M. Sodokin Amouzou appelé à d'autres fonctions.

— **Directeur du bureau régional du plan et du développement de la région de la Kara à Lama-Kara :**

M. Sodokin Amouzou Etou, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice 1300, en remplacement de M. Tedihou Abal-sem.

— **Directeur du bureau régional du plan et du développement de la région des Plateaux à Atakpamé :**

M. Pini Mewunesso, attaché d'administration, en remplacement de M. Viegninou Kodjo appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**Admissions**

Décision n° 131/METQDRS/MEPDD du 11-5-81 — Sont déclarés admis au certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (CAIEN) session d'avril 1981, les candidats dont les noms suivent :

**Enseignement du premier degré**

- 1 — Amouzougan Kokou Amehonya
- 2 — Kpadenou Amoussouvi
- 3 — Evoda Kwami
- 4 — Tehoul Biyir.

**Enseignement du deuxième degré**

- 1 — Koudama Koffi

**Enseignement du troisième degré**

- 1 — Diabo E. Kokou
- 2 — Ekoué Anani
- 3 — Iyoh Katamatu
- 4 — Libibe Nambath.

La présente décision prend effet à compter du 14 avril 1981.

Décision n° 132/METQDRS/MEPDD du 12-5-81 — Sont déclarés définitivement admis au concours de recrutement des élèves-professeurs d'écoles normales d'instituteurs, les candidats dont les noms suivent :

**Psycho — Pédagogie**

- 1 — Wattara Abder-N'dan

**Histoire — Géographie**

- 1 — Dabla Toukli
- 2 — Mawussi Komlan
- 3 — Noameshie K. Kloegebe (sur titre)

**Mathématiques**

- 1 — Degue Nomsélé
- 2 — Zikpi Danhousrou
- 3 — Abosse Djabaku
- 4 — Kenkou Dometo
- 5 — Edjedi Biamawou

**Sciences naturelles**

- 1 — Douti Flindjei
- 2 — Lawson Adodo

**Français**

- 1 — Bawea T.D. Kobam (sur titre)
- 2 — Barboza Karim (sur titre)
- 3 — Konyo Y. Seelom (sur titre).

**Additif**

**Additif à l'arrêté n° 12-MEN-RS du 22 avril 1980 portant application du décret n° 65-85 du 4 juin 1965**

Le personnel de l'enseignement du deuxième degré de la République togolaise ci-dessous désignés est classé pour l'année 1979-1980 ainsi qu'il suit :

**Instituteurs et instituteurs-adjoints titulaires et Instituteurs stagiaires enseignant dans le deuxième degré**

**Après :** Inoussa Nazif IS CEG Kouméa

**Ajouter :** Akpaglo Adato Mensa IA CEG Noépé  
Kpatcha W. A. Palakimwé IS CEG Kara-Tomdè  
Kpemissi Madalnissona IA CEG Nanguem  
Tsetse Yawa Mawunyo IA CEG Bè-Klikamé

Le reste sans changement

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL****Nomination**

Décision n° 25/MAR du 15/5/81 — Les agents ci-après désignés des services vétérinaires et de la santé animale reçoivent les nominations et affectations suivantes :

**Docteur Addeh A. Kouami**

Vétérinaire-inspecteur en chef 3e échelon, précédemment directeur de la division de la clinique vétérinaire à Lomé est nommé chef de la division de l'élaboration des Programmes et du contrôle sanitaires des troupeaux et responsable de l'organisation des séminaires et stages de formation pratique en remplacement de M. Odah Yawou appelé à d'autres fonctions.

**M. Tetegan D. Daté**

Ingénieur d'élevage principal 1er échelon, précédemment chef de la circonscription d'élevage de Vo est nommé chef de la division de la santé animale de la clinique vétérinaire et des produits pharmaceutiques en remplacement du docteur Addeh A. Kouami appelé à d'autres fonctions.

**M. Odah Yawou**

Ingénieur d'élevage de 2e classe 3e échelon précédemment chef du bureau d'études et des statistiques à la direction générale de la santé animale à Lomé, est nommé chef de la circonscription d'élevage de Lomé et adjoint au chef de la région maritime.

**M. Essadra Kodjo**

adjoint technique d'élevage principal 3e échelon précédemment en service à la région maritime d'élevage à Lomé, est nommé adjoint au directeur de la division de la clinique vétérinaire à Lomé.

**M. Kagnana Lota**

adjoint technique de 2e classe 1er échelon, précédemment chef de la circonscription d'élevage de Lomé est affecté au bureau du service des statistiques vétérinaires et de la division des études et projets à la direction générale de la santé animale en complément d'effectif.

**M. Lembo Nas Assam,**

adjoint technique d'élevage de 2e classe 1er échelon précédemment en service à la circonscription d'élevage de Pagouda, est nommé chef de la circonscription d'élevage de Vo en remplacement de M. Tetegan Daté appelé à d'autres fonctions.

**Mlle Ahlihangon Akouavi Enyonom**

adjoint technique d'élevage de 2e classe 1er échelon, précédemment en service à la région d'élevage maritime est affectée au laboratoire vétérinaire de la direction de la santé animale à Lomé.

**M. Akouété Soussivi Dzagui,**

Infirmier d'élevage principal de classe exceptionnelle, précédemment en service à la circonscription d'élevage de Kloto à Kpalimé, est affecté à la région maritime d'élevage à Lomé en complément d'effectif.

**M. Abalo Amégbenbé,**

infirmier d'élevage principal de 1er éch. précédemment en service à la clinique vétérinaire de Lomé, est affecté à la circonscription d'Elevage de Kloto à Kpalimé en remplacement numérique de M. Akouété affecté à la région d'Elevage à Lomé.

Les émoluments des intéressés restent imputables sur le budget général chapitre 36 article 5.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Les intéressés sont impérativement invités à rejoindre leur nouveau poste d'affectation le 1er juin 1981 après passation de service.

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL****Nomination**

Décision n° 128/MDR du 19-5-81 — M. Butu Yawo, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 1er échelon, précédemment chef de la division « vulgarisation-formation-coopération » à la direction régionale du développement rural des savanes, est nommé adjoint au directeur régional du développement rural de la région des savanes.

Ses émoluments restent imputables au chapitre 20, article 21, paragraphe 5 du budget général.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

**DIVERS****MINISTERE DES FINANCES  
ET DE L'ECONOMIE****Concession de pensions de retraite,  
de veuve et d'orphelin**

Arrêté n° 204/MFE/CR du 12-5-81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kpoklo Kayi (née Senawo), épouse de M. Kpoklo Kodjovi, ouvrier principal de 1re classe des chemins de fer du Togo, en retraites (indice 613, pourcentage 60%) décédé le 25 août 1978, une pension de veuve au taux annuel de cent vingt mille cent quatre vingt quatre (120.184) francs pour compter du 2 novembre 1978 et de cent trente deux mille deux cents (132.200) francs pour compter du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 205/MFE/CR du 12-5-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 71%) au montant annuel de six cent trente sept mille neuf cent quatre vingt seize (637.996) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djagba Massa Atouga, agent technique de 1re classe 2e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djagba Massa Atouga pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Assibi, née le 6 novembre 1948  
Nambisséli, né le 11 juillet 1950  
Mindilaba, né le 10 avril 1953  
Damsanou, né le 13 novembre 1953  
Songuimpali, né le 2 décembre 1955  
Yaba, né le 2 juillet 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à cent cinquante neuf mille cinq cents (159.500) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Djagba Massa Atouga pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 17e rang) ci-après désignés :

Lardja, né le 14 novembre 1962  
Kounganli, née le 26 septembre 1963  
Adama, née le 24 juin 1966  
Biféyi, née le 2 avril 1967  
Koli, née le 4 avril 1967  
Bilandipli, né le 2 mars 1971  
Dambani, né le 3 octobre 1973  
Gounteni, née le 12 décembre 1973  
Yembliman, né le 26 juillet 1976  
Yendoukoa, né le 30 juin 1978  
Gountandi, né le 13 novembre 1980.

Arrêté n° 206/MFE/CR du 12-5-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de quatre cent soixante quinze mille cinq cent trente deux (475.532) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houenassou Akogbéto, contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houenassou Akogbéto pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Sessindé, né le 19 octobre 1950  
Fofu, né le 31 juillet 1953  
Kémidé, née le 20 février 1956  
Tohoedo, né le 25 septembre 1958  
Gbemihoédé, née le 23 mars 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quinze mille cent huit (95.108) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Houenassou Akogbéto pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Silété, né le 15 mai 1964.

Arrêté n° 207/MFE/CR du 13-5-81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Tchati Nassague (née Natchadja)  
Mme veuve Tchati Yabi (née Sambiani)  
épouses de M. Tchati Sambiani, gardien de circonscription de 1re classe 6e échelon (indice 500, pourcentage 41%) en retraite

décédé le 8 mai 1979, une pension de veuve au taux annuel de trente trois mille quatre cent quatre vingt seize (33.496) francs pour compter du 17 octobre 1979 et de trente six mille huit cent quarante quatre (36.844) francs pour compter du 1er janvier 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à treize mille quatre cents (13.400) francs l'an pour compter du 17 octobre 1979 et à quatorze mille sept cent trente six (14.736) francs par an pour compter du 1er janvier 1980 à chacun des orphelins ci-dessous désignés :

Ardjoudja, né le 23 novembre 1962  
Babililé, né le 16 décembre 1964  
Kolé, née le 29 avril 1966  
Yandouba, né le 8 mai 1968  
Bakpoulgué, né le 15 septembre 1968  
Dakoyamba, né le 11 décembre 1970  
Sili, né le 24 mai 1974  
Kolie, née le 17 août 1977.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins sus-dénommés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de Mme Odanou Banlorpo (née Tchati Sambiani) administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 208/MFE/CR du 11-5-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de deux cent soixante sept mille deux cent quatre (267.204) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Takona N'fétiga, brigadier de police 2e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Takona N'fétiga pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Madomba, née le 8 juillet 1952  
Kouatiba, née le 21 juillet 1960  
Akouaa, née le 16 novembre 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt six mille sept cent vingt (26.720) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Takona N'fétiga pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 7e rang) ci-après désignés :

Bateinlana, née le 4 avril 1966  
Kournkpa, né le 15 août 1966  
M'Kona, née le 3 avril 1969  
Yémena, née le 13 août 1971.

Arrêté n° 209/MFE/CR du 15-5-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de deux cent quarante et un mille cent quatre vingts (241.180) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Saguintaah Djobi Kouwamina, brigadier de police 1er échelon (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

M. Saguintaah Djobi Kouwamina pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3e au 14e rang) ci-après désignés :

Bitassa, né le 6 juin 1965  
Warma, née le 13 août 1967  
Massimayéla, né le 11 décembre 1967

Ayima, née le 13 septembre 1969  
 Solana, né le 2 mai 1970  
 Assara, née le 2 novembre 1972  
 Maéribé, né le 6 février 1975  
 Nankpakoun, né le 19 juin 1975  
 Nérimyounibi, né le 28 avril 1976  
 Bahéra, né le 3 janvier 1978  
 Di-Hodama, née le 16 mars 1978  
 Di-Nanhoama, né le 1er novembre 1979.

Arrêté n° 210/MFE/CR du 19-5-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40 %) au montant annuel de cent vingt neuf mille trois cent quatre vingt seize (129.396) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Yaka Kpoti, Caporal 5<sup>e</sup> échelon n° Mle 0203 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1980.

M. Yaka Kpoti pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Sewa, né le 23 juillet 1970  
 Akpénuvi, née le 13 avril 1971  
 Sewavi, né le 22 septembre 1973  
 Mawulolo, née le 10 mai 1976  
 Woénényon, née le 10 octobre 1978.

Arrêté n° 212/MFE/CR du 20-5-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68 %) au montant annuel de huit cent cinquante cinq mille quatre cent cinquante six (855.456) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amegah Kouawovi (Emmanuel) agent technique principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amegah Kouawovi (Emmanuel) pour compter du 1er juillet 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dati, né le 5 août 1954  
 Akouété, né en 1955  
 Akouète, né en 1955  
 Ahoéfa, née le 17 novembre 1956  
 Akofa, née le 2 novembre 1958  
 Komi, né le 8 novembre 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent treize mille huit cent soixante quatre (213.864) francs pour compter du 1er juillet 1980.

M. Amegah Kouawovi (Emmanuel) pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Essi, née le 20 novembre 1960  
 Akpé, née le 15 avril 1962  
 Kossi, né le 10 novembre 1963  
 Kossiwa, née le 15 décembre 1963  
 Mélé, née le 3 février 1968  
 Kossiwa, née le 25 février 1968  
 Agbeti, né le 27 octobre 1970  
 Adim, né le 5 décembre 1971  
 Kokou, né le 15 mars 1972  
 Komla, né le 5 octobre 1976.

Arrêté n° 213/MFE/CR du 21-5-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de cinq cent trente et un mille neuf cent soixante quatre (531.964) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo

à M. Dorcis Akpaglo (Gaston), adjoint administratif principal de 3<sup>e</sup> échelon de l'administration générale du Togo (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Dorcis Akpaglo (Gaston) pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Kouassi, né le 13 juillet 1947  
 Adjoa, née le 18 octobre 1954  
 Amévigan, né le 4 février 1956  
 Akossiwa, née le 15 juillet 1956  
 Amèyo, née le 12 juillet 1958  
 Amèvi, né le 3 mai 1961

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente deux mille neuf cent quatre vingt douze (132.992) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Dorcis Akpaglo (Gaston) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Abalovi, né le 3 novembre 1961  
 Yawovi, né le 31 octobre 1963  
 Kouakouvi, né le 8 novembre 1967.

Arrêté n° 214/MFE/CR du 25/5/81 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt dix mille six cent vingt huit (490.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kanoga N'Dja, adjudant 3<sup>e</sup> échelon n° mle 27125 du corps du personnel des forces armées togolaise (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kanoga N'Dja pour compter du 1er avril 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Taboma, né le 22 avril 1959  
 Makoumnaka, née le 13 mai 1961  
 Lawana, né le 23 mars 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante neuf mille soixante quatre (49.064) francs pour compter du 1er avril 1981.

M. Kanoga N'Dja pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Baroma, né le 7 août 1975.

Arrêté n° 215/MFE/CR du 25/5/81 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de quatre cent cinquante deux mille huit cent quatre vingt huit (452.888) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Missika Bîndago Gnamkoulamba, adjudant de 3<sup>e</sup> échelon n° mle 27.124 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1981.



M. Missika Bîndago Gnamkoulamba pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

Timida, né le 16 juin 1961  
 Kamanga, née le 18 juillet 1963  
 Babah, né le 21 janvier 1966  
 Gnakou, né le 13 janvier 1970  
 Samonga, né le 23 août 1972  
 Mabramba, née le 17 octobre 1972  
 Tenta, né le 22 janvier 1973  
 Kotobéna, né le 29 février 1976  
 Bakossaga, né le 28 novembre 1977.

Arrêté n° 216/MFE/CR du 25/5/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de deux cent soixante sept mille deux cent quatre (267.204) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bamela Guéodiba (André) brigadier de Police 2e échelon, du corps du personnel de la sûreté nationale togolaise (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bamela Guéodiba (André) pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Mahouka, né le 12 janvier 1952  
 Totomba, né en 1960  
 Magnédéna, né en 1960  
 Téta, né le 4 novembre 1963  
 Ronaka, né le 14 février 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante trois mille quatre cent quarante (53.440) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Bamela Guéodiba (André) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 12e rang) ci-après désignés :

Dessah, né le 12 novembre 1966  
 M'gbenta, né le 16 décembre 1967  
 Koubodéna, né le 15 septembre 1968  
 M'dakena, né le 15 août 1972  
 Didia, né le 10 août 1974  
 Sangbandessirana, né le 16 avril 1976  
 Maroba, né le 30 octobre 1978.

Arrêté n° 219/MFE/CR du 27/5/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de quatre cent quarante huit mille cinq cent soixante seize (448.576) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Atikla Koffi (Ambroise) adjudant chef de 3e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 1200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atikla Koffi (Ambroise) pour compter du 1er avril 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 14 juin 1957  
 Ameyo, née le 17 décembre 1960  
 Yao, né le 18 octobre 1962  
 Amavi, né le 11 juillet 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante sept mille deux cent quatre vingt huit (67.288) francs pour compter du 1er avril 1981.

M. Atikla Koffi (Ambroise) pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 7e rang) ci-après désignés :

Naye, né le 21 juillet 1966  
 Kodjovi, né le 18 septembre 1972  
 Amavi, né le 3 mars 1973.

Arrêté n° 220/MFE/CR du 29/5/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de deux cent soixante huit mille huit cent soixante (268.860) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Madjoulba Bafidanhourou, brigadier-chef 1er échelon du corps du personnel des douanes (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites à M. Madjoulba Bafidanhourou pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Mabenmana, née le 8 août 1956  
 Deboguemba, née le 14 mars 1961  
 Komla, né le 12 décembre 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt six mille huit cent quatre vingt huit (26.888) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Madjoulba Bafidanhourou pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 13e rang) ci-après désignés :

Tadjobena, née le 6 mars 1965  
 Bahembayena, née le 9 mars 1965  
 Alaka, né le 9 mai 1965  
 Batossie, né le 14 octobre 1967  
 Bitala, né le 13 septembre 1968  
 Rawoga, né le 21 décembre 1970  
 Badibalena, née le 18 mars 1972  
 Tifatima, née le 20 février 1973  
 Kalmassa, né le 20 février 1973  
 Lana, né le 5 janvier 1979.

Arrêté n° 221/MFE/CR du 1/6/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Rolland Kayi (née Follygah) épouse de M. Rolland Mensah (Robert), gardien de la paix 2e classe 3e échelon du corps du personnel de la Police du Togo (indice 350,



pourcentage 62%) en retraite décédé le 5 août 1979, une pension de veuve au taux annuel de soixante dix huit mille (78.000) francs pour compter du 22 avril 1980.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Rolland Kayi (née Follygah) une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kodjovi, né le 17 décembre 1945  
 Kodjo, né le 11 août 1947  
 Kouawo, né le 6 octobre 1949  
 Anani, né le 7 août 1951  
 Ablavi, née le 23 janvier 1956  
 Koffi, né le 27 juin 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à dix neuf mille cinq cents (19.500) francs pour compter du 22 avril 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quinze mille six cents (15.600) francs l'an pour compter du 22 avril 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Mawugan, né le 5 avril 1961  
 Amévi, née le 17 mars 1962  
 Akouèté, né le 15 janvier 1964  
 Ayoko, née le 27 février 1964  
 Edo, né le 21 juillet 1966  
 Otodjo, né le 14 octobre 1967.

En vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins susdénommés ne peuvent pas au total être inférieurs au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Rolland Kayi (née Follygah), administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 222/MFE/CR du 1/6/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Gomez Kokovi (née Gbikpi)  
 Mme veuve Gomez Akroku (née Zekpa)

épouses de M. Gomez Couacouvi Dodji, contrôleur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des P.T.T. (indice 1750 pourcentage 74%) décédé le 28 juin 1979, une pension de veuve au taux annuel de deux cent onze mille cinq cent quatre vingts (211.580) francs pour compter du 1er juillet 1979 et de deux cent trente deux mille sept cent trente six (232.736) francs pour compter du 1er janvier 1980.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme Gomez Akroku (née Zekpa) une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Gomez Koffi, née le 13 juin 1957  
 Gomez Yaovi, né le 16 novembre 1961  
 Gomez Akouavi, née le 8 janvier 1964.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à vingt et un mille cent soixante (21.160) francs.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quatre vingt treize mille quatre vingt seize (93.096) francs l'an pour compter du 31 mars 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Yaovi, né le 16 novembre 1961  
 Akouavi, née le 8 janvier 1964  
 Akouyo, née le 9 juin 1965  
 Ablanvi, née le 29 septembre 1965  
 Bayi, née le 6 mai 1972.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Gomez Akroku (née Zekpa) tutrice des enfants mineurs du de cujus.

Arrêté n° 224/MFE/CR du 1/6/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Tonou Dopé (née Afidegnon) Mme veuve Tonou Houndéwa (née Hounsrou) épouse de M. Tonou Aziablé Essey, surveillant principal 3e échelon des travaux Publics du Togo (indice 1000, pourcentage 74%) en retraite décédé le 7 août 1980, une pension de veuve au taux annuel de cent trente deux mille neuf cent quatre vingt douze (132.992) francs pour compter du 1er septembre 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante trois mille cent quatre vingt seize (53.196) francs à chacun des orphelins ci-après désignés :

Kodjo, né en 1962 ; Adjoa, née le 30 décembre 1963 ; Akoua, née le 19 avril 1967 ; Komlan, né le 9 juillet 1968 ; Komi, né le 24 mai 1969 ; Dodovi, né le 11 avril 1970 ; Dansou, né le 21 mai 1973.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolu des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Tonou Sossou Soussou Woégnimawua, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 228/MFE/CR du 1/6/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Amouzou Dadjenko (née AMEVO)  
 Mme veuve Amouzou Kogniavo (née KOFFI)  
 Mme veuve Amouzou Akouwa (née AGBEGNIGAN)  
 Mme veuve Amouzou Ami (née WOYI)

épouses de M. Amouzou Djidonou (Mathias) contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux Publics du Togo (indice 1.050, pourcentage 67%) décédé à Lomé le 20 décembre 1979, une pension de veuve au taux annuel de soixante trois mille deux cent seize (63.216) francs pour compter du 10 avril 1980.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à :

— Mme veuve AMOUZOU Dadjenko (née AMEVO) une Majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Minawo, née le 15 août 1942  
Koami, né le 9 septembre 1944  
Kodjo, né le 17 février 1947  
Adjoavi, née le 15 août 1949  
Affiwavi, née le 2 mars 1962.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à douze mille six cent quarante quatre (12.644) francs pour compter du 10 avril 1980.

— Mme veuve Amouzou Kogniavo (né Koffi) une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-dessous désignés :

Akossiwa, née le 29 juillet 1951  
Komla, né en 1957  
Kokouvi, né le 16 juillet 1958  
Ayawo, né le 5 octobre 1961.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille quatre cent quatre vingt quatre (9.484) francs pour compter du 10 avril 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante mille cinq cent soixante douze (50.572) francs l'an pour compter du 10 avril 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Adjowoavi, née le 24 juin 1963  
Akouwoa, née le 24 juillet 1963  
Ayawoavi, née le 5 mai 1966  
Ameyo, née le 24 septembre 1966  
Koamivi, né le 28 octobre 1967  
Ayawovi, né le 29 juillet 1971  
Akouwoavi, née le 11 août 1971  
Kossi, né le 27 août 1972  
Ameyovi, née le 17 février 1973  
Kodjovi, né le 16 juillet 1973  
Ameyovi, née le 21 juin 1975  
Kossiavi, née le 13 juin 1976  
Komlavi, né le 17 octobre 1978.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Amouzou Koami Azia-gbédé, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 234/MFE/CR du 1/6/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Houénou Afiavi (née d'Almeida) épouse de M. Houénou Ananivi (Théophile) agent de recouvrement du Trésor de 2e classe 2e échelon (indice 600, pourcentage 41%) décédé le 11 août 1978, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante mille sept cent soixante huit (160.768) francs pour compter du 1er septembre 1978

et de cent soixante seize mille huit cent quarante quatre (176.844) francs pour compter du 1er janvier 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à seize mille soixante seize (16.076) francs l'an pour compter du 1er septembre 1978 et à dix sept mille six cent quatre vingt quatre (17.684) francs par an pour compter du 1er janvier 1980 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Kouassi, né le 9 avril 1961  
Améyo, née le 10 novembre 1962  
Comlanvi, né le 5 janvier 1965  
Akossiwa, née le 6 août 1967  
Ablavi, née le 3 mars 1970  
Kossivi, né le 14 novembre 1971.

En vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Koudadje Lassey, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

### Autorisation d'exploiter une clinique d'accouchement

Arrêté n° 8/MSP du 19/5/81 — Une autorisation d'exploiter une clinique d'accouchement à Lomé Bè-Gbényédzi est accordée à Mme Johnson Kokoè Essénam, sage-femme.

Mme Johnson Kokoè Essénam est tenue de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de sa clinique sise à Bè-Gbényédzi.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

### Approbation d'un projet de lotissement

Arrêté n° 16/MTPMERH/DGUH du 18/5/81 — Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté le plan de lotissement d'un terrain appartenant à M. Viagbo, Amétouhondji, sis à Tabligbo, sous réserve que ledit M. justifie en tant que besoin de son droit de propriété sur ce terrain.

M. Viagbo est tenu de respecter le texte de l'arrêté qui lui est fourni par la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat au vu d'un récépissé de versement au compte n° 904-3 du trésor d'une superficie calculée sur la base de 6 francs par m<sup>2</sup> de terrain.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Tabligbo sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS. COMMUNICATIONS ET ANNONCES

## Avis d'Appels d'offres

*Avis de présélection des entreprises pour les travaux de renforcement de la route Lomé - Tsévié - Atakpamé.*

## 1 — Objet de l'appel d'offres

Le gouvernement de la République togolaise lance un avis de présélection des entreprises pour les travaux de la route Lomé-Tsévié-Atakpamé, divisés en 3 lots : 1 Lomé-Tsévié ; 2 Tsévié-Notsé ; 3 Notsé-Atakpamé.

Le gouvernement de la République togolaise a obtenu deux crédits : l'un de l'association internationale de développement (AID) et l'autre de l'OPEP en vue de financer ce projet. Les sommes accordées au titre de ces crédits seront utilisées pour effectuer les paiements prévus au titre du marché pour lequel le présent appel d'offres est effectué. L'association internationale de développement et l'OPEP n'effectueront les paiements qu'après les avoir approuvés conformément aux clauses de ces accords de crédit. Ces paiements seront soumis à tous égards aux dispositions et conditions de ces accords.

## 2 — Lieu d'exécution — République togolaise

## 3 — Description des travaux — Sur la route nationale 1, entre Lomé et Atakpamé.

Ils comprennent :

— Terrassement

— Chaussée : couche de fondation en latérite naturelle ; couche de base en matériaux traités au ciment — enduit bicouche et béton bitumineux.

— Ouvrages d'art : fossés, caniveaux, buses.

## 4 — Délai d'exécution — 24 mois pour 2 lots ; 16 mois pour un seul lot (maximum de lots par entreprise ou groupement d'entreprises : 2).

## 5 — Participation à la présélection

La participation à la présélection est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ou groupements limités à 2 entreprises au plus desdites personnes ressortissantes des Etats membres de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), en abrégé Banque Mondiale, des pays de l'OPEP et de la Suisse.

## 6 — Acquisition des dossiers — Les dossiers de présélection seront envoyés par avion par la direction des travaux publics contre un chèque de 5.000 frs CFA établi au nom du trésorier-payeur du Togo.

## 7 — Envoi des candidatures

Les entreprises ou groupements d'entreprises désireux de participer à l'appel d'offres restreint ultérieur devront faire parvenir leur candidature à la présélection en langue française sur papier libre, par envoi recommandé avec accusé de réception ou dépôt contre accusé de réception, à l'adresse suivante :

M. le directeur des travaux publics

Direction des travaux publics — B.P. n° 335

Lomé — Togo

En outre, l'enveloppe devra porter la mention :

« Présélection des entreprises admises à participer à l'appel d'offres restreint pour les travaux de renforcement de la Route Lomé — Atakpamé ».

## 8 — Date limite de dépôt des candidatures

Les candidatures à la présélection doivent parvenir au plus tard à la date du 31 juillet 1981 avant 11 heures locales (GMT), date de forclusion, à l'adresse indiquée ci-dessus.

## 9 — Renseignements complémentaires — Ils pourront être obtenus auprès de la direction des travaux publics B.P. 335 — Lomé (Togo).

Lomé le 29 mai 1981

Le directeur des travaux publics,

**N. AYEVA**

Le service des travaux publics fait appel à la concurrence pour la fourniture de rayonnages métalliques pour rangement de dossiers suspendus pour la direction de la fonction publique.

Les soumissionnaires proposeront des prix toutes taxes compris.

Les fournitures forment un lot unique.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par la direction des travaux publics (bureau des marchés) contre la remise d'un bon de fourniture pour trois (3) paquets de papier duplicateur 21 x 29,7.

Les soumissions devront parvenir le 30 juin 1981 avant onze (11) heures GMT à la Présidence de la République, commission consultative des marchés à Lomé.

Lomé, le 1er juin 1981

Le directeur des travaux publics,

**N. AYEVA**

Le service des travaux publics fait appel à la concurrence pour la construction d'un commissariat de police à l'aéroport international de Tokoin à (Lomé).

L'ensemble des travaux constitue un lot unique.

Les soumissions devront être remises contre récépissé à M. le président de la commission consultative des marchés, Présidence de la République à Lomé au plus tard le 1er juin 1981 avant onze (11) heures locales.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'arrondissement bâtiments (direction des travaux publics) contre la remise de cinq (5) rouleaux Ozalid.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'arrondissement bâtiments — direction des travaux publics à Lomé.

Lomé, le 2 juin 1981

Le directeur des travaux publics,

**N. AYEVA**

**RECEPISSE de déclaration d'association n° 778/INT-SG-APA-PC du 4 juin 1981.**

**Titre de l'Association :** Union—Fraternelle Lolonyo de Koutigamé

**Buts :** S'entraider et entretenir des liens de solidarité et de fraternité entre tous les membres.

Etudier et développer les bonnes mœurs et coutumes.  
Procurer toutes aides aussi matérielles que morales.  
Organiser des fêtes de réjouissances diverses.

**Siège social :** Lomé-Cocoteraie de Souza.

**Pièces annexées à la déclaration :** Statut et liste du Bureau-Directeur.

## NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès des fonctionnaires et agents dont les noms suivent aux dates ci-après :

M. Sedzro Novignon Atiwoto, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire n° mle 015489-B survenu le 24 octobre 1980.

M. Bassabi K. (Antoine) instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire n° mle 003926-Y survenu le 7 décembre 1980.

Mme veuve Abokou A. Délali, monitrice permanente 3e catégorie échelle A, n° mle 037506-C en service à l'école primaire publique de Kougnohou (Badou) survenu le 10 janvier 1981 à la suite d'une courte maladie.

M. Possian Ayaovi (Séraphin), professeur de C.E.G. de 3e classe 4e échelon n° mle 011101-P, précédemment en service au CEG d'Agbélouvé (Tsévié) survenu le 25 janvier 1981 à la suite d'une longue maladie.

M. Ahianta Afantenoukpo, mécanicien permanent de 3e catégorie échelle A, en service à l'arrondissement parc et matériel à Lomé survenu le 30 janvier 1981.

M. Tenou Kokou, infirmier principal 3e échelon, n° mle 010488-A, en service au dispensaire de Gapé-Kpédzi survenu le 6 février 1981.

Mlle Gozo Afiwa Efua, monitrice permanente de 2e catégorie échelle A, n° mle 038193-B, précédemment en service à l'école primaire publique de Togoville (Vo) survenu le 6 février 1981 des suites d'un accouchement.

M. Ali Moutiou, adjoint technique du conditionnement de 2e classe 4e échelon n° mle 013023-H en service au secteur de contrôle du conditionnement des produits à Notsé survenu le 9 février 1981 à la suite d'une longue maladie.

Podab Poudoumèï, adjoint-technique de 2e classe 1er échelon stagiaire n° mle 100222-Q en service à la direction générale de l'ODEF à Lomé survenu le 18 février 1981 à la suite d'un accident de la circulation.

Mlle Kondian Kombaté Assibi, dactylographe permanente de 2e catégorie échelle A, n° mle 104090-U, précédemment en service à l'inspection des productions animales à Lama-Kara survenu le 19 février 1981.

M. Savi Sakongbé, pulvérisateur permanent de 4e catégorie hors échelle, en fonction au service d'hygiène de Lomé, n° mle 022559-Z survenu le 21 février 1981.

M. Zakary Yadja, moniteur de classe exceptionnelle, n° mle 012405-F en service à l'école primaire publique de Kéao survenu le 26 février 1981 à la suite d'une maladie.

M. Tchambango Téra, maçon permanent de 3e catégorie échelle B, précédemment en service au secteur des travaux publics de Kantè survenu le 12 mars 1981 des suites d'un accident de la circulation.

M. Gnamabella Kolimaga, cuisinier permanent de 1re catégorie échelle A n° mle 032656-J en service à la résidence de Kantè, survenu le 9 mars 1981 des suites d'une maladie de longue durée.

M. N'Dato Matchadome, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A, n° mle 039523-M, précédemment en service à l'école primaire publique d'Ayengre Hawieyo (Sotouboua) survenu le 16 mars 1981.

M. Folligan Folly (Antoine), instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon, n° mle 006080-S, précédemment en service à l'école primaire publique Böhn à Lomé survenu le 25 mars 1981 à la suite d'une maladie.

Mme Adodo Ayawavi, née Afodagni, accoucheuse de 2e catégorie échelle A, n° mle 105214-Q en service à la subdivision sanitaire de Vo survenu le 6 avril 1981.

M. Djabare Nadjaré N'Dré, surveillant des forêts et chasses de 4e catégorie hors échelle n° mle 026745-B, précédemment en service à l'inspection forestière de la région des savanes à Mango survenu le 13 avril 1981 au C.H.U. de Lomé.